

Traduction d'une communication présentée en 1988 en allemand
 sous le titre : « Soziale Marktwirtschaft im Jahrhundert der Deutschen »
 au Congrès annuel de l'Association allemande de sciences économiques
 organisé en 1988 à l'Université de Fribourg en Brisgau
 pour les 40 ans de la réforme économique et monétaire
 et reproduite dans :

**Jahrestagung des Vereins für Socialpolitik
 Freiburg i. Br. 1988**

**Währungsreform und Soziale Marktwirtschaft
 Erfahrungen und Perspektiven nach 40 Jahren**

Duncker & Humblot – Berlin

648 S.

Tome 190 – 1989

L'économie sociale de marché au siècle des Allemands

Je ne crois pas que l'économie sociale de marché soit un simple mythe, comme le prétendent certains. Il est vrai que tout système économique et social comporte les mêmes éléments et que l'on peut ainsi constater une identité formelle entre les systèmes de tous les pays comparables. Mais la performance d'un système ne dépend pas de l'existence même de ces composantes, mais de leur agencement et de leur mode de fonctionnement. Le diable réside dans les détails, disait Goethe. En France, nous avons pu en faire l'expérience dans un domaine sociétal différent mais très comparable, celui du système politique. Après la 2^{ème} guerre mondiale, deux constitutions furent adoptées successivement dans la 4^{ème} et la 5^{ème} Républiques. Les deux comportaient exactement les mêmes éléments et furent même appliquées en gros par les mêmes partis et les mêmes politiciens, mais la conception de la première a provoqué instabilité et inefficacité politiques tandis que celle de la seconde a engendré au contraire la stabilité et l'efficacité du pouvoir politique. L'adhésion des Français à ces institutions a été la conséquence logique de cette évolution. On juge un arbre à ses fruits. Que les Allemands vouent un culte semblable à leur système économique et social actuel me paraît donc, en considération de leur passé et aussi de la situation dans d'autres pays, tout à fait justifié et compréhensible.

Les succès économiques et sociaux obtenus en Allemagne dans le cadre de l'économie sociale de marché depuis l'effondrement total de 1945 sont en effet impressionnants. La République Fédérale est aujourd'hui champion du monde de l'exportation, peut-être aussi de la stabilité des prix, elle a obtenu après le Japon la plus forte augmentation de son pouvoir d'achat international et elle exerce un rôle dominant en matière de politique économique et monétaire en Europe et même dans le monde. Même si ces performances sont affectées par un chômage persistant et même si elles s'expliquent en partie par la situation géographique favorable du pays au milieu de l'espace économique développé et dynamique de l'Europe Occidentale, elles n'en sont pas moins, en considération de toutes les autres économies développées, tout à fait exceptionnelles.

Je suis convaincu que ce résultat est dû dans une large mesure à cette combinaison de système économique ordolibéral et de système social chrétien- ou social-démocrate ainsi que de certains aspects démocratiques et fédéralistes du système politique que constitue l'économie sociale de marché. Dans une perspective comparative, il faut particulièrement mettre en évidence les principes de l'ordolibéralisme, qui ont marqué de manière décisive l'esprit, la conception et le mode de fonctionnement du système. Le concept chrétien à la fois éthique et réaliste de l'Ordo fondé sur le respect de l'ensemble des valeurs sociétales et pas seulement de la liberté économique, l'approche systémique des problèmes économiques, le rôle organisateur de l'Etat et l'importance des institutions et du droit, la fonction prééminente de la concurrence et de la monnaie et, avant tout, le modèle d'une politique économique constante et conforme à la logique du système, tels sont à mes yeux quelques-uns des caractères spécifiques d'une conception qui doit être considérée comme la synthèse de la tradition et de l'expérience historique de l'Allemagne plutôt que comme l'expression nationale du libéralisme international et dont plusieurs aspects ne sont que progressivement « redécouverts » sous d'autres appellations au niveau international. Je crois donc que l'ordolibéralisme a donné aux responsables de la politique économique allemande une certaine avance sur les autres, en mettant très tôt à leur disposition une ligne directrice et des critères opérationnels qui, même s'ils n'ont pas toujours été entièrement respectés, ont sensiblement accru la cohérence interne et la stabilité durable ainsi que l'efficacité à long terme du système allemand par rapport à d'autres.

Les réussites de l'économie allemande ne sont certes pas dus exclusivement à la conception économique et sociale allemande. Stuart Mill avait déjà de son temps attiré l'attention sur le fait qu'un pays développé se redresse après une guerre d'autant plus vite qu'il a subi plus de destructions matérielles. Le fait que ce sont précisément les trois puissances vaincues de la 2^{ème} guerre mondiale qui ont connu les « miracles économiques » les plus spectaculaires montre en outre que l'abaissement politique stimule le dynamisme économique. Enfin, les performances relativement meilleures de l'Allemagne de l'Est aussi dans le camp socialiste démontrent que les efforts économiques et les aptitudes spécifiques de la population allemande en matière industrielle s'imposent également dans le cadre d'un autre système économique. On devrait sans doute distinguer avec Aristote, dans ce domaine comme dans d'autres, entre causes et conditions. La cause déterminante de la performance globale de l'économie de l'Allemagne occidentale était certainement le comportement économique dynamique des entreprises, en particulier dans le domaine industriel. La politique économique habile des autorités, avant tout par la réforme économique intérieure immédiate et par l'ouverture extérieure rapide du pays, le consensus social élevé et la stabilité politique constituaient d'excellentes conditions du développement. Mais, sans le cadre offert par des institutions économiques efficaces qui assuraient une allocation, stabilisation et distribution automatiques élevées, ces données n'auraient pas abouti aux résultats exceptionnels constatés, comme la comparaison avec la période consécutive à la 1^{ère} guerre mondiale le montre.

Il n'est donc pas étonnant qu'après les Allemands, les étrangers aussi aient progressivement accordé au système de l'économie sociale de marché une grande considération. On doit toutefois remarquer que depuis cent ans, l'Allemagne n'a pas cessé de jouer un rôle de pionnier sur le plan économique et social et d'exercer de ce fait de l'influence sur les autres pays. Si l'on fait abstraction du socialisme radical de Marx et Engels, on peut en effet dire que l'Allemagne est particulièrement douée pour les innovations économiques et sociales : réformes sociales du temps de Bismarck, « miracle économique » des années 30, lorsque l'Allemagne est le seul pays à surmonter par ses propres forces la crise économique mondiale, socialisme d'Etat ou socialisme national et planification sectorielle adoptées après la 2^{ème}

guerre mondiale dans tout le Tiers Monde et même en France, et finalement économie sociale de marché, modèle le plus prôné dans le monde d'une économie de marché à la fois fonctionnelle et solidaire. Sur ce plan-là également, le 20^{ème} siècle aura été le siècle des Allemands, comme le 19^{ème} celui des Anglais et le 18^{ème} celui des Français. Je ne dis pas cela bien entendu en vue d'entretenir une certaine autosatisfaction allemande, qui serait totalement déplacée, ou de contester la nécessité de nombreuses réformes, mais parce que je suis persuadé que, pour les économistes allemands, il serait plus avantageux de poursuivre les réflexions de leurs grands prédécesseurs plutôt que de s'aligner à tout prix sur ce qu'on peut parfois appeler la mode économique internationale. C'est ce qu'ont montré aussi bien les échecs de l'orientation globale keynésienne que les égarements du système des changes flexibles et de l'ultralibéral « désordre monétaire international », qui ne me paraît pas correspondre, c'est le moins qu'on puisse dire, à l'esprit de l'ordolibéralisme.

En France, où a régné pendant des décennies une tout autre conception, l'économie sociale de marché a été considérée, après une longue période de scepticisme et d'incompréhension, avec un intérêt croissant et a finalement beaucoup contribué, à côté des modèles américain et britannique des années 80, à ce que la réforme économique de 1986, réalisée par les partis de droite, transforme l'économie de marché française dirigiste et partiellement planifiée en une économie de marché concurrentielle et libérale. Aujourd'hui l'économie sociale de marché devient même de plus en plus un modèle pour des socialistes français, comme le montre un exemple récent. Il y a quinze jours, se tenait le congrès annuel de l'« Association française de science économique », l'équivalent de votre « Verein für Socialpolitik ». L'un des rapports les plus intéressants fut présenté par un collègue qui est aussi membre du Parti Socialiste et qui fut de 1983 à 1986 président du Commissariat au Plan. Celui-ci conclut son intervention de la manière suivante : « Nous devons à présent développer et déployer l'économie de marché en France. Nous ne devrions toutefois pas avoir en vue une conception telle que celle des Etats-Unis ou de la Grande-Bretagne, mais plutôt celle de la République Fédérale. Nous devrions réaliser une économie sociale de marché à la française. » Il convient cependant d'ajouter que le co-rapporteur, un autre collègue plutôt de droite, a défendu le point de vue opposé et appuyé une économie de marché plus individualiste et capitaliste.

Cette discussion illustre le fait qu'en France comme du reste aujourd'hui dans presque le monde entier l'ancienne concurrence des systèmes économiques a été tranchée clairement en faveur de l'économie de marché, mais qu'un nouveau débat a surgi sur le complément social, que dans ce nouveau débat les fronts changent et que l'économie sociale de marché devient la référence pour des économistes ou des politiciens qui voudraient conserver l'actuel système social. Toutefois il s'agit là du modèle essentiellement social-démocrate que pratique la République Fédérale et qui est à peu près identique en France, mais non du modèle fondé sur l'effort personnel, la subsidiarité et l'arbitrage juridique qui fait partie de la conception théorique de l'économie sociale de marché et qui constitue à mon avis une voie moyenne raisonnable et conforme à la fois à la logique du marché et à l'esprit européen. Peut-être est-il temps, après avoir appliqué avec succès les principes et les propositions économiques des concepteurs de l'économie sociale de marché, de tenir enfin également compte de leurs recommandations sociales. Ceci vaut pour la République Fédérale, mais aussi à mon sens pour les autres pays européens.

L'achèvement programmé de l'intégration européenne requiert en effet que toute la problématique de l'organisation économique et sociale soit envisagée non plus d'un point de vue purement national, mais dans une perspective européenne. Je suis convaincu que, sur le plan européen aussi, le meilleur système possible est une authentique économie sociale de

marché, ce qui inclut bien entendu comme l'un des principes constitutants, comme le prévoyait Walter Eucken, un bon système monétaire et une unité monétaire commune stable. Dans ce contexte, j'aimerais encore attirer l'attention, bien que cette question déborde le débat sur le système économique, sur le fait que la politique économique qui doit être conçue, dans ce cadre, pour le grand espace économique européen, ne doit pas nécessairement être la même que dans l'une des parties de cet espace. Ce qui est bon par exemple pour le Land de Bade-Württemberg ne s'avère pas obligatoirement être le mieux pour la République Fédérale dans son ensemble. De même, ce qui procure à la République Fédérale le plus grand avantage, comme sa stratégie mercantiliste de stabilisation, n'est pas nécessairement optimal pour la Communauté Européenne dans son ensemble. Dans ce domaine, il nous faut de nouvelles analyses à partir d'une perspective plus haute et plus large.

Prof. François Bilger